

Département d'État des États-Unis  
Bureau de surveillance et de lutte contre la traite des personnes  
Washington, DC  
Juin 2018

## **Le placement des enfants en institution et la traite des êtres humains**

La communauté internationale s'accorde sur le fait qu'une prise en charge familiale, ou une solution de rechange adaptée tenant compte de la dimension culturelle, offrent l'environnement le plus propice à la croissance, au bien-être et à la sécurité de l'enfant. Le retrait d'un enfant de sa famille ne doit être envisagé qu'à titre temporaire et en dernier recours. Les études montrent que les institutions résidentielles privées ou gérées par le gouvernement, ou que les lieux comme les orphelinats et les pavillons psychiatriques, qui n'offrent pas de cadre familial, ne parviennent pas à reproduire le lien affectif et l'attention présents dans le milieu familial, des conditions nécessaires au bon développement cognitif. Pourtant, environ huit millions d'enfants dans le monde vivent dans ces établissements, même si 80 à 90 % d'entre eux auraient encore au moins un parent en vie. Les conséquences physiques et psychologiques du séjour en institution résidentielle, conjuguées à l'isolement sociale et souvent à une surveillance réglementaire insuffisante de la part des gouvernements, placent ces enfants dans une situation de vulnérabilité accrue face à la traite des personnes.

Les enfants placés en institution, y compris dans des établissements publics, peuvent être des cibles faciles pour les trafiquants. Même quand elles fonctionnent au mieux, les institutions résidentielles sont incapables de fournir à l'enfant le soutien affectif qu'il reçoit généralement des membres de sa famille ou des aidants réguliers pour lesquels il développe un attachement. Les enfants sont particulièrement vulnérables lorsque les trafiquants reconnaissent et profitent de ce besoin d'un lien affectif qui découle de l'absence de figures parentales stables. En outre, les horaires rigides et l'isolement social au sein des institutions résidentielles offrent un avantage tactique aux trafiquants, qui mettent en avant ces arguments pour convaincre les enfants de partir. Ils trouvent ensuite des moyens de les exploiter.

Les enfants sont plus exposés à la traite des êtres humains dans les institutions mal gérées, qui permettent aux trafiquants d'opérer en toute impunité à l'intérieur ou à proximité de l'établissement. Les institutions résidentielles qui sont complices ou impliquées directement dans la traite des personnes profitent d'un accès illimité aux enfants, en sachant qu'ils n'ont personne à qui demander de l'aide. Il a été révélé ces dernières années que plusieurs orphelinats, notamment en Océanie, en Amérique centrale et en Europe de l'Est, servaient de maisons closes. Dans une affaire, les enfants d'un orphelinat, ainsi que certaines ONG internationales, ont signalé des cas détaillés d'employés qui forçaient certaines filles, en particulier celles issues de communautés rurales ou indigènes, à se livrer la nuit au commerce du sexe. Des groupes de la société civile ont également mis au jour des cas de travail forcé dans des institutions résidentielles, comme dans cette affaire où les employés d'un orphelinat pour enfants handicapés forçaient les enfants à travailler sur des chantiers et à exécuter d'autres tâches dangereuses, comme la stérilisation de matelas souillés, sous prétexte d'« ergothérapie ». Dans plusieurs pays, ces enfants sont forcés d'effectuer des tâches domestiques dans les maisons du village avoisinant ou de travailler dans des fermes.

La complicité institutionnelle peut même aller jusqu'à la pratique du recrutement d'enfants pour l'établissement. Les « chercheurs d'enfants » se rendent dans les villages ou les collectivités, souvent dans les lieux touchés par la guerre, les catastrophes naturelles, la pauvreté ou la discrimination sociale,

et ils promettent aux parents que leurs enfants accéderont à l'éducation, à la sécurité, notamment alimentaire, et aux soins de santé. Au lieu de cela, de nombreux orphelinats exploitent les enfants pour collecter des fonds en les forçant à participer à des spectacles, ou à discuter et à jouer avec des donateurs potentiels, ceci afin d'encourager l'octroi de dons supplémentaires. Certains orphelinats maintiennent également les enfants en mauvaise santé pour obtenir davantage de sympathie et d'argent de la part des donateurs.

Les voyageurs étrangers désireux d'ajouter une touche caritative à leurs vacances se lancent parfois dans le « volontourisme » au sein d'orphelinats, ce qui est reconnu comme nuisible par les organisations de protection de l'enfance et les gouvernements. Le bénévolat de courte durée et sans formation adaptée dans ces établissements peut causer davantage de stress affectif, et même un sentiment d'abandon, chez des enfants déjà vulnérables ayant des problèmes d'attachement, et éprouvés par le fait d'avoir vécu des rapports sains de manière temporaire et irrégulière. De plus, il est rare que ces bénévoles fassent l'objet d'une vérification de leurs antécédents, ce qui peut aussi accroître le risque pour les enfants d'être exposés à des individus aux intentions criminelles. Le volontourisme n'a non seulement pas les conséquences souhaitées pour les enfants, mais les profits réalisés grâce aux frais de participation payés par les bénévoles, ou aux dons accordés aux orphelinats par les touristes, incitent les propriétaires d'orphelinats malintentionnés à accroître leurs recettes en élargissant leurs opérations de recrutement d'enfants afin d'ouvrir davantage d'établissements. Ces orphelinats facilitent la tâche aux réseaux de trafic d'enfants en faisant de fausses promesses dans le but de recruter des enfants et de les exploiter pour tirer profit des dons. Cette pratique a été documentée en détail dans plusieurs pays, dont le Népal, le Cambodge et Haïti.

Même dans le cas où les enfants quittent l'institution résidentielle ou qu'ils dépassent l'âge d'y rester, leur vulnérabilité à la traite des personnes persiste, en partie à cause des préjudices physiques et psychologiques que beaucoup d'entre eux ont subis. L'isolement social vécu dans les institutions résidentielles empêche souvent les enfants d'établir des relations familiales ou sociales stables et de longue durée. En privant les enfants de la possibilité de développer leur propre réseau de soutien social, de recevoir une scolarité adéquate, de connaître des situations de vie commune ou de rencontres avec les autres, et de pratiquer le raisonnement cognitif et la résolution de problèmes, les institutions résidentielles mettent ceux qui en sortent plus à risque face aux plans des trafiquants. Certains trafiquants, qui reconnaissent la vulnérabilité accrue de ces enfants, attendent et ciblent ceux qui quittent les institutions ou passent l'âge d'y vivre.

En réponse, les gouvernements peuvent prendre des mesures pour protéger les enfants de ces vulnérabilités, en commençant par offrir un soutien aux familles ayant du mal à subvenir aux besoins de leurs enfants en matière de nourriture, d'instruction et de soins de santé et qui, pour cela, risquent d'en perdre la garde. De plus, les gouvernements peuvent créer, coordonner et encourager des solutions favorisant une prise en charge en milieu familial plutôt qu'en institution chaque fois qu'elle est appropriée. Les organes de supervision doivent exiger une surveillance plus stricte des lieux d'hébergement des enfants, s'assurer que ces foyers suivent les recommandations internationales et poursuivre au pénal les individus qui facilitent ou organisent la traite dans les établissements publics ou à proximité de ceux-ci. Les gouvernements peuvent également évaluer leurs lois afin d'accroître la protection des enfants handicapés et de renforcer les droits des parents et les moyens de faciliter la prise en charge familiale quand elle va dans l'intérêt de l'enfant. Les pays donateurs peuvent veiller à ce que l'aide extérieure donne la priorité aux programmes ou aux initiatives qui préservent la prise en charge familiale et qui ne soutiennent pas les institutions résidentielles non conformes aux normes internationales. Les pays donateurs peuvent également chercher des moyens d'accroître la surveillance

des organisations et des œuvres de charité qui acheminent de l'argent vers les institutions résidentielles à l'étranger. En outre, les actions de sensibilisation permettent de contrer les campagnes de communication sur les réseaux sociaux qui encouragent le bénévolat dans les orphelinats, et d'éduquer des groupes bien intentionnés, telles les agences de tourisme et les organisations religieuses, qui entretiennent involontairement la demande d'enfants dans les institutions résidentielles.

Un changement de modèle qui privilégie la prise en charge familiale au détriment de la prise en charge institutionnelle comporte ses propres difficultés : d'abord, il faut reconnaître que les membres de la famille sont parfois complices de la traite des personnes et trouver les ressources et les gens compétents pour élaborer la solution la plus bénéfique pour la santé et la sécurité de l'enfant. La communauté internationale reconnaît que certaines solutions de prise en charge communautaire, comme dans les petits centres d'hébergement et chez des proches et des personnes de l'entourage, en fonction de la situation, peuvent servir de solutions de rechange pendant l'instauration d'un placement en milieu familial permanent. Les plans de suivi qui intègrent un soutien continu par la collectivité peuvent aider les enfants à s'épanouir même après leur sortie d'institution. Ces dispositions peuvent atténuer l'impact négatif sur le développement de l'enfant, ainsi que sa vulnérabilité à la traite d'êtres humains, tant qu'elles restent temporaires et qu'elles respectent les normes internationales, y compris les Lignes directrices relatives à la protection de remplacement pour les enfants définies par l'ONU. (Assemblée générale des Nations Unies A/RES/64/14223 (2010)). Les études poussées qui documentent ces risques justifient au plus haut point la recherche par les gouvernements de moyens de s'écarter de la prise en charge institutionnelle, tout en offrant des ressources pour les enfants qui passent de la prise en charge en institution à une vie d'adulte réussie.